

OPERATION VILLAGES ROUMAINS

Bulletin de liaison de la Coordination suisse

Adresse : Cité Ouest D - 1196 Gland - Tél. 022 / 364'82'52 et 022 / 340'31'44

No 7 - Décembre 1993

SOMMAIRE

I. Informations générales

- Le difficile combat contre l'intolérance à l'Est : une culture de la majorité 2
- Persécutions contre les Tziganes 4
- «Caritas» : chronique d'un désastre inévitable 4

II. Nouvelles du réseau Suisse-Roumanie

- L'action de Zoug 5
- L'action de Belmont 6
- L'action de Bernex 7

III. Informations pratiques

- Présentation de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Economie Suisse-Roumanie 9
 - Travaux de groupes 9
 - Petites annonces 9
 - Vos remarques - vos questions 10
 - Bonnes adresses de logement 11
 - Vos commentaires sur le Bulletin de l'OVR 11
 - Procédure à suivre pour faire don d'un véhicule en Roumanie 11
 - Adresses de la Coordination 12
-

Le difficile combat contre l'intolérance à l'Est : UNE CULTURE DE LA MAJORITE

Par le Dr Ion Vianu

Quatre ans après le tremblement de terre qui a vu s'écrouler le système communiste (que d'aucuns vouaient à l'éternité!) le paysage politique d'Europe se dessine en d'étranges contours. Les communistes reviennent en force - là où ils avaient été éloignés du pouvoir, comme en Pologne; ils reconquièrent des positions plus solides aux endroits où ils semblaient temporairement gênés, comme en Roumanie. Là où était attendue une «restauration» de l'ordre bourgeois de l'après-guerre c'est à d'autres marches-arrière de l'histoire que nous sommes conviés.

Les analystes s'accordent : un retour au système communiste est devenu impossible, le seuil de l'irréversible a été franchi; «l'homme nouveau» ne sera point au rendez-vous. Cependant, les sociétés qui sortent du tunnel ne font pas encore la preuve d'une réelle vitalité, ce sont des organismes malades dont l'avenir reste préoccupant.

La sortie du communisme pose, certes, nombre de questions économiques dont la solution n'est pas aisée. Mais, à supposer que ces problèmes trouvent, à terme, une solution, les sociétés post-communistes ne seront pas, au bout du compte, plus justes et même pas plus fonctionnelles. Car ce sont des sociétés d'exclusion. Le nationalisme, la discrimination raciale, l'intolérance vis-à-vis des minorités sexuelles et, en général, le mépris de toutes les formes de marginalité gangrèment le corps social et empêchent une réelle avancée de la réforme. C'est une espèce de haine généralisée de chacun contre chacun dont personne ne peut dire comment elle finira. Nous sommes persuadés que la réforme économique, loin d'être un facteur suffisant, n'est même pas le facteur déterminant

d'un réel progrès. Après tout, il existe des économies de marché qui sont aussi des sociétés parfaitement injustes et personne ne présentera tel ou tel Etat africain ou sud-américain comme l'exemple à suivre. Les démocraties libérales et sociales où nous vivons, en Europe de l'Ouest, sont le produit d'une longue évolution historique et la reproduction de ce modèle ne se fait pas automatiquement.

Quelle est la raison de cette grave crise morale et sociale? A notre avis, elle doit être recherchée dans la diffusion - et le succès - d'un principe largement préconisé durant la période précédente, à savoir que le communisme allait amener le bien du plus grand nombre au détriment de la minorité - des riches. Or, le communisme n'a pas tenu sa promesse et l'avènement du Paradis terrestre a été renvoyé à plus tard. Toutefois, l'idée que c'est le plus grand nombre qui doit bénéficier du bien-être alors que les minorités n'ont qu'à se conformer et à souffrir reste extrêmement tenace. L'opinion publique espère que le règne des majorités se réalisera sous une autre forme que celle que les communistes lui avait promise d'une façon mensongère. Et ce préjugé aura la vie dure. Les clivages politiques actuels sont le reflet d'un véritable état d'esprit populaire et il serait naïf de l'attribuer uniquement à d'habiles manipulations. Nous nous trouvons dans une culture de la majorité qui s'organise et sera difficile à transmuter en une société véritablement pluraliste.

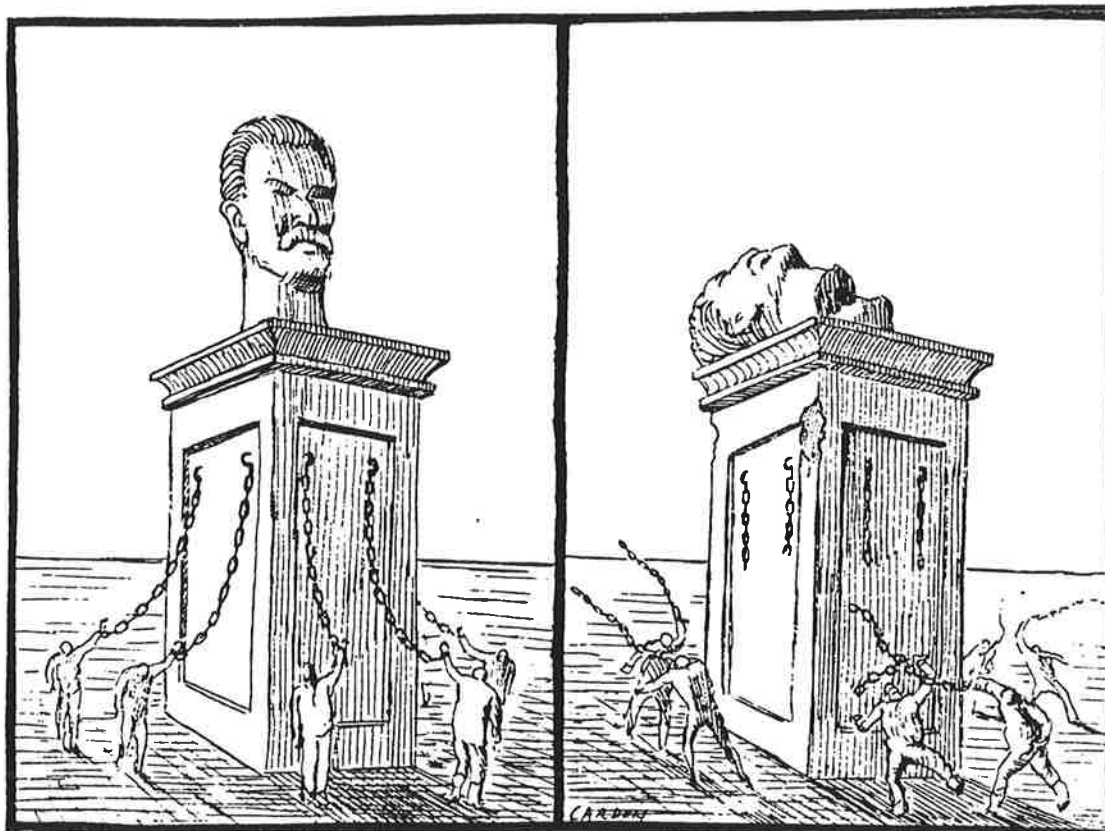
Si, par hasard, on n'est ni tzigane, ni juif, ni sous-prolétaire, ni homosexuel, ni intellectuel, on a une chance de ne pas subir la détestation. Mais outre le fait qu'il est difficile de ne point appartenir à un de ces groupes, si nombreux, quel énorme gaspillage,

quelle utopie que d'imaginer qu'un jour les nations deviendront suffisamment homogènes pour qu'enfin, par la voie du sacrifice de tout ce qui n'est pas la «majorité», l'harmonie règne! On peut s'apercevoir combien considérable est la tâche éducative de tous ceux qui croient aux vertus de la tolérance, sinon au nom de la gratuité morale du moins par pur souci de fonctionnalité.

Il existe dans tous les pays post-communistes des forces importantes qui assument ces tâches. Les

organisations des droits de l'homme et certains groupes oppositionnels veillent au grain. Ils doivent recevoir l'appui de ceux qui, venant de pays ayant entamé depuis longtemps le parcours du pluralisme, sont profondément convaincus du bien-fondé de ce principe. L'Opération Villages roumains est le type même et le modèle de l'action en profondeur où l'assistance économique peut s'associer de la façon la plus heureuse à l'action éducative. Voici le travail auquel nous avons été conviés.

Opposant à Ceausescu exilé en Suisse, M. le Dr Ion Vianu est l'une des autorités morales des mouvements démocratiques roumains. Après avoir apporté son soutien au lancement de l'OVR en Suisse en 1989, il se consacre aujourd'hui à l'Initiative de Genève. Cette organisation internationale pour l'abolition de la psychiatrie à des fins politiques a notamment oeuvré ces dernières années, en Roumanie, pour la réhabilitation des personnes victimes d'internements psychiatriques abusifs sous la dictature communiste.



«Ils se battent avec leurs chaînes», ou les lendemains qui déchantent (Cardon).

Persécutions contre les Tziganes

Le racisme et l'antisémitisme prospèrent hélas en Roumanie. Mais l'intolérance la plus quotidienne, la plus brutale - et aussi, ne nous en cachons pas, la plus largement partagée dans la population - est sans doute l'hostilité à l'égard des Tziganes. A Hadareni en Transylvanie, le 21 septembre dernier, un véritable pogrome a ainsi été organisé contre la communauté tzigane. La police roumaine, arrivée trois heures après l'émeute, n'a fait que dresser le bilan: trois morts et une dizaine de maisons incendiées. Détail tristement ironique: les Roumains de souche et les Hongrois, si souvent dressés les uns contre les autres, se sont pour une fois retrouvés en cette occasion dans un même déchaînement de violence antitzigane !

Plusieurs mouvements de défense des droits de l'homme en Europe ont adressé une protestation au gouvernement roumain. Il faut savoir que les auteurs de semblables agissements en 1990 et 1991 sont restés impunis et que les victimes n'ont jamais reçu d'indemnités !

Les sentiments antitziganes - et les réalités économiques et sociales qui les perpétuent - ne disparaîtront pas en un jour, on le sait bien. La responsabilité de l'OVR, qui agit dans la durée, et au sein même de la population, n'en est que plus grande. Voir à ce sujet l'article du Dr Ion Vianu publié dans le présent bulletin.



«Caritas»:

chronique d'un désastre inévitable

Créé sur le modèle du «Jeu de l'avion», qui défraya naguère la chronique en Suisse avant d'être interdit, «Caritas» n'a pu passer inaperçu de ceux qui se rendent régulièrement en Roumanie. Ce gigantesque château de cartes spéculatif a pris les dimensions d'une hystérie collective.

La chute n'en sera que plus rude. Beaucoup ont emprunté à la banque ou hypothéqué leur maison pour jouer. Même des entreprises d'Etat, par des passe-passe comptables, ont investi le contenu de leurs caisses en vue des gains promis (8 fois la mise en trois mois).

Mais la machine s'est déjà grippée en octobre et, à l'heure où nous publions ces lignes, le krach a peut-être déjà eu lieu. Quelles en seront les conséquences politiques (le jeu, on le sait, est étroitement lié au maire de Cluj et héraut de l'ultranationalisme roumain, Gheorghe Funar) ? Nul ne peut le prévoir.

Mais les plus graves effets de «Caritas» auront été psychologiques, surtout chez ces quelque 50 % de Roumains qui se disent déjà déçus des changements survenus depuis quatre ans. Caricature d'un capitalisme auquel les milieux populaires avaient enfin l'impression d'avoir leur part, Caritas, en s'écroulant, n'aura fait qu'exacerber les désillusions.

D'autres jeux de même acabit ont d'ores et déjà pris la relève et des marchands de rêve font ainsi des fortunes. Il est capital d'expliquer à nos correspondants roumains tous les dangers de ces prétendues «chaînes magiques» !

OPERATION VILLAGES ROUMAINS

COORDINATION SUISSE

Le constat que certaines actions de coopération entreprises par des communes et associations suisses vers des partenaires roumaines impliquent des moyens importants fait poser la question d'une aide financière directe que la Confédération devrait pouvoir fournir dans le cadre de son programme d'assistance aux pays de l'Europe centrale et orientale.

Si quelques communes suisses ont pu bénéficier d'une aide fédérale, il ne s'agissait que d'interventions isolées. Il convient maintenant de trouver des modalités pour une collaboration plus systématique.

Dans ce sens, M. Othmar Kamer, Président de la Ville de Zoug et Vice-président du Conseil des communes et régions d'Europe / Section suisse a présenté une résolution lors de la 3e conférence nationale Suisse-Roumanie, tenue à Lausanne le 8 mai 1993, qui a été approuvée par l'ensemble des quelque 300 participants.

Nous publions ci-après le texte de cette résolution, ainsi que la lettre subséquente adressée au Conseil fédéral pour instaurer un dialogue avec les Autorités fédérales compétentes dont il ne faut cependant pas attendre des résultats immédiats.

Résolution

1. La Roumanie a besoin d'une aide accrue. La Roumanie n'est pas suffisamment considérée par l'aide fédérale. Cette aide renforcée est d'autant plus indiquée que ce pays connaît, en plus des problèmes élémentaires, d'énormes problèmes écologiques. Après la Conférence européenne sur l'environnement, tenue à Lucerne il y a une dizaine de jours, cette requête se justifie d'autant plus.

2. De nombreuses communes suisses, en particulier romandes, sont fortement engagées en Roumanie. Elles y sont même plus engagées que la Confédération. La Confédération et les communes ne travaillent pas parallèlement; elles ne collaborent pas non plus pour l'aide concrète. De ce fait, il n'y a pas de synergies susceptibles de renforcer l'aide. Collaboration et soutien de la Confédération sont dès lors souhaitables et répondraient aux ambitions de notre population.

Au Conseil fédéral
Palais fédéral
3003 Berne

Lausanne, le 17 juin 1993

Monsieur le Président de la Confédération,
Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux,

A l'initiative de M. Othmar Kamer, président de la Ville de Zoug, nous avons pris l'engagement, devant la Conférence nationale sur la Coopération

Suisse-Roumanie et l'Opération Villages Roumains, le 8 mai dernier à Lausanne, de solliciter votre attention au sujet des quelque 200 communes de Suisse qui ont noué des liens de partenariat avec autant de villes et de villages de Roumanie.

Organisée à l'échelon européen, en 1989, afin d'abord de lutter contre la destruction des villages planifiée par Nicolae Ceausescu, l'Opération Villages Roumains est devenue un réseau de solidarité et de coopération sans précédent. Particulièrement vivante en Suisse, elle regroupe environ

3000 personnes actives, qui ont établi des rapports directs, souvent personnels et amicaux, avec leurs partenaires de Roumanie.

Aujourd'hui, le temps des actions symboliques et des aides ponctuelles et strictement humanitaires est dépassé. Les comités locaux de l'Opération Villages Roumains s'engagent dans des projets en profondeur et à long terme, en matière d'infrastructures lourdes, de tourisme, d'agriculture, etc. Pour tout cela, le lien direct entre la commune suisse et son partenaire roumain offre des garanties remarquables: bonne connaissance des potentialités humaines et matérielles, suivi des actions sur des mois et des années.

Aussi et surtout, cette aide au développement se confond avec la démocratisation des villes et des villages partenaires. La vie démocratique pluraliste, les règles de droits, les valeurs de tolérance sont favorisées non pas de façon théorique, mais dans la collaboration concrète entre Suisses et Roumains, notamment à l'occasion de visites réciproques, dans la création d'associations de paysans ou autres, de façon générale dans un développement qui veille à intégrer toutes les composantes sociales, politiques et ethniques de la ville ou du village partenaire.

Il faut souligner, à notre sens, que ces actions doivent beaucoup à des traditions spécifiquement helvétiques: l'autonomie de la commune, son activité sociale et associative, le principe de la subsidiarité et la mise en valeur de toutes les responsabilités. Autant d'expériences concrètes qui peuvent apporter beaucoup dans un pays, la Roumanie, encore largement agricole et traumatisé par une dictature centralisée à l'extrême qui annihilait le sens de la responsabilité personnelle, des droits et des devoirs civiques.

La réalité de ces liens Suisse-Roumanie, la valeur de la coopération qui se met en oeuvre, et son implantation dans une vie communale si importante dans notre pays nous semblent plaider en faveur d'un appui politique, moral et financier renouvelé de la part de toutes les autorités, à commencer par les autorités fédérales. C'est le sens du courrier que nous vous adressons

aujourd'hui, en tant que Coordination nationale et au nom de toutes les communes membres de notre mouvement.

L'échange de moyens et de compétences entre communes, le concours de fonds privés, de subventions communales et d'autres appuis témoignent des efforts déjà entrepris par toute l'Opération Villages Roumains.

Parallèlement, nous nous félicitons de l'aide et du conseil précieux que le Bureau pour la Coopération avec l'Europe de l'Est du Département fédéral des Affaires étrangères a continûment apportés, en particulier pour que nous disposions de larges moyens de coordination et d'information dans le réseau de l'Opération Villages Roumains. Et nous devons rappeler que déjà certaines communes et associations de l'O.V.R. ont pu compter sur des soutiens financiers étatiques dans des projets de grande envergure.

Néanmoins, pour valoriser l'extraordinaire potentiel de nos 200 communes, une aide renforcée nous paraît aujourd'hui nécessaire. Et, même si nous savons les efforts entrepris d'ores et déjà en direction d'autres pays de l'Est, nous nous devons d'attirer votre attention sur la spécificité de ces liens Suisse-Roumanie, garants d'une aide où les pertes diverses sont réduites au minimum et particulièrement urgente dans un pays où le processus de démocratisation nécessite un soutien vigilant.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien réserver à ce message, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la Confédération, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, l'assurance de notre haute considération.

Pour la Coordination suisse de
l'Opération Villages Roumains
et ses organisations constitutives



Darius Rochebin

Paul-René Martin

OPERATION VILLAGES ROUMAINS

COORDINATION SUISSE

Die Feststellung, dass die Durchführung von verschiedenen Kooperationsaktionen zwischen Schweizer Gemeinden sowie Vereinigungen und rumänischen Partnern die Investierung von beträchtlichen Mitteln bedeutet, stellt die Frage einer direkten finanziellen Unterstützung des Bundes. Eine solche Hilfe dürfte im Rahmen des eidgenössischen Hilfsprogramms für die zentral- und osteuropäischen Staaten möglich sein.

Wenn einige Schweizer Gemeinde solche Unterstützungen erhielten, so handelte es sich um Ausnahmefälle. Es geht nun darum die Bedingungen für eine systematischere Mitarbeit zu suchen.

In diesem Sinne wurde von Herrn Dr. Othmar Kamer, Stadtpräsident von Zug und Vizepräsident des Rats der Gemeinden und Regionen Europas/Sektion Schweiz, anlässlich der 3. Nationalen Konferenz Schweiz-Rumänien, am 8. Mai 1993 in Lausanne, eine Resolution vorgelegt, der die insgesamt 300 Teilnehmer zustimmten.

Nachstehend veröffentlichen wir den Text dieser Resolution, sowie den darauffolgenden Brief an den Bundesrat. Diese Intervention soll der Herstellung des Dialogs mit den zuständigen Bundesbehörden dienen. Sofortige Resultate sind jedoch kaum zu erwarten.

Resolution

1. Rumänien ist verstärkt zu helfen. Rumänien wird in der Bundeshilfe zu wenig berücksichtigt. Diese verstärkte Hilfe ist umso eher angezeigt, weil dieses Land neben den elementaren Problemen auch sehr grosse Umweltprobleme hat. Nach der Europäischen Umweltschutzkonferenz in Luzern vor 10 Tagen ist diese Bitte vermehrt angezeigt.

2. Viele Gemeinden der Schweiz, insbesondere der Romandie, sind in Rumänien stark engagiert. Die Gemeinden sind dort engagierter als der Bund. Bund und Gemeinden arbeiten nicht parallel; sie arbeiten auch nicht zusammen bei der konkreten Hilfe. Dadurch entstehen auch keine Synergien, welche die Hilfe verstärken könnten. Eine Zusammenarbeit und eine Unterstützung durch den Bund sind daher sehr wünschenswert und entsprechen den Vorstellungen unserer Bevölkerung.

An den Bundesrat,
Bundeshaus
3003 Bern

Lausanne, den 17. Juni 1993

Sehr geehrter Herr Bundespräsident,
Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
Sehr geehrte Herren Bundesräte,

Auf Antrag von Herrn Othmar Kamer, Stadtpräsident von Zug, haben wir uns am 8. Mai 1993 in Lausanne gegenüber der nationalen Konferenz über die Zusammenarbeit Schweiz/

Rumänien und der Operation Rumänische Dörfer (ORD) verpflichtet, Ihre Aufmerksamkeit auf die etwa 200 Schweizer Gemeinden zu lenken, die partnerschaftliche Bande mit ebensovielen Städten und Dörfern in Rumänien geknüpft haben.

1989 auf europäischer Ebene gegründet, um in erster Linie gegen die von Nicolae Ceausescu geplante Zerstörung der Dörfer anzukämpfen, ist die Operation Rumänische Dörfer zu einem beispiellosen Netz der Solidarität und der Zusammenarbeit geworden. Dieses Netz ist in der Schweiz besonders funktionstüchtig und umfasst ungefähr 3'000 Personen, die rege daran arbeiten und die direkte,

oft persönliche und freundschaftliche Beziehungen mit ihren Partnern in Rumänien hergestellt haben.

Die Periode symbolischer Massnahmen und begrenzter Hilfe humanitärer Art ist heute jedoch vorbei. Die örtlichen Ausschüsse der Operation Rumänische Dörfer arbeiten an tiefgreifenderen und langfristigeren Projekten, dem Ausbau der Infrastrukturen, des Tourismus, der Landwirtschaft usw. In all diesen Bereichen stellt die direkte Verbindung zwischen der Schweizer Gemeinde und ihrem rumänischen Partner eine ausgezeichnete Bürgschaft dar, d. h. gute Kenntnisse der menschlichen und wirtschaftlichen Möglichkeiten, Weiterführung der Massnahmen über Monate und Jahre hinweg.

Vor allem verläuft diese Entwicklungshilfe parallel mit der Wiederherstellung der Demokratie in den Partnerstädten und -dörfern. Die Vielfalt des demokratischen Lebens, die Auslegung des Rechtes, die Werte der Toleranz werden nicht nur theoretisch besprochen sondern in der Zusammenarbeit zwischen Schweizern und Rumänen praktisch angewandt. Dies ist besonders der Fall bei gegenseitigen Besuchen, bei der Gründung von landwirtschaftlichen Genossenschaften oder dergleichen mehr. Ganz allgemein ist dies wichtig bei der Einbeziehung in die Entwicklung aller sozialen, politischen und ethnischen Komponenten der Partnerstadt oder des Partnerdorfes.

Unserer Meinung nach ist hervorzuheben, dass diese Massnahmen typischen Schweizer Traditionen entsprechen: Selbstverwaltung der Gemeinden, soziale und gesellschaftliche Tätigkeit, das Prinzip der Subsidiarität und die Aufwertung aller Verantwortlichkeiten. Das alles sind konkrete Kenntnisse, die einem Land wie Rumänien viel bringen können, das noch sehr landwirtschaftlich ausgerichtet ist und das von einer noch nicht vergessenen Diktatur, die persönliche Verantwortung vernichtete und die Bürgerrechte und -pflichten missachtete, verletzt wurde.

Die Existenz der schweizerrumänischen Verbindung, die Art der entstandenen Zusammenarbeit, sowie ihre Verankerung in der in unserem Lande so hoch geachteten kommunalen Arbeit, erscheint uns Grund genug für eine erneute politische, moralische und finanzielle Unterstützung von Seiten aller Behörden, vor allem der Bundesbehörden. Aus diesem Grunde

wenden wir uns, die nationale Koordination, an Sie im Namen aller Mitgliedsgemeinden unserer Bewegung.

Der Austausch von Mitteln und Sachkenntnissen zwischen den Gemeinden, private Zuwendungen, kommunale Zuschüsse und Unterstützung von anderer Seite beweisen die schon unternommenen Anstrengungen im Rahmen der Operation Rumänische Dörfer.

In diesem Zusammenhang sind wir hoch erfreut über die wertvollen Ratschläge, die wir ständig vom Büro für die Zusammenarbeit mit Osteuropa, Abteilung des Bundesamtes für auswärtige Angelegenheiten erhalten haben. Dies gilt insbesondere für die vielen, uns zur Verfügung gestellten Koordinations- und Informationsmittel. Wir erinnern ebenfalls daran, dass einige Gemeinden und Verbände der ORD schon mit staatlicher Hilfe für grosse Projekte rechnen durften.

Eine stärkere Unterstützung erscheint uns heute mehr denn je notwendig, um die ausserordentlichen Möglichkeiten unserer 200 Gemeinden aufzuwerten. Wir kennen die unternommenen Anstrengungen, die schon für andere osteuropäische Länder unternommen wurden. Trotzdem müssen wir Ihre Aufmerksamkeit auf die spezifischen Verbindungen zwischen unserem Land und Rumänien lenken. Diese garantieren eine Hilfe, die besonders dringend ist, in einem Land, in dem der Demokratisierungsprozess besondere Wachsamkeit erfordert und bei der Verluste auf ein Mindestmass reduziert werden.

Indem wir uns im voraus für die wohlwollende und aufmerksame Aufnahme dieser Zeilen bedanken, versichern wir Sie, sehr geehrter Herr Bundespräsident, sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Herren Bundesräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Für die schweizer Koordination
der Operation Rumänische Dörfer
und ihrer Gründungsorganisationen



Darius Rochebin



Paul-René Martin



Hilfskomitee «Zug hilft Viseu de Sus»

Laden «Caritas Zug - Viseu»

Im November 1992 gründete das Hilfskomitee «Zug hilft Viseu de Sus» eine gemischte Gesellschaft mit dem Ziel, einen Laden als Secondhand-shop in Viseu selbsttragend zu führen. Im Kanton Zug gesammelte und sortierte, oder günstig beschaffte Güter -Kleider, Wäsche, Schuhe, Rucksäcke usw. - werden von uns franko Laden geliefert. Alle 23'000 Einwohner von Viseu de Sus haben in der Woche ihres Geburtstages das Recht, gegen Ausweis im Laden aus dem jeweiligen Sortiment etwas Passendes auszuwählen. Der Preis der angebotenen Waren entspricht etwa 10% des Marktwertes. Zur Zeit darf jemand für höchstens 1'500 Lei Ware beziehen. Arme Leute erhalten die ausgesuchten Waren gegen Ausweis gratis.

Vorteile des Ladens:

- Gerechte, geordnete, übersichtliche und menschenwürdige Verteilung gespendeter Waren.
- Arbeit und Lohn für 10 Personen, Voll- und Teilzeitarbeit.
- Der Ueberschuss wird verwendet für den Neubau der Armenküche, wo über 50 arme Leute täglich, gratis verköstigt werden. Weitere Ueberschüsse müssen einem sozialen Zweck zugute kommen.
- Vorbildfunktion in verschiedener Beziehung.
- Soziale Einrichtung, durch die Bevölkerung von Viseu de Sus mitgetragen.

Fazit:

- Täglich werden gegen 100 Personen bedient.
- Der Laden ist in allen Bevölkerungskreisen akzeptiert.
- Es ist momentan der einzige Laden, wo es sich lohnt anzustehen.
- Wir führen den Laden sicher ein weiteres Jahr weiter.

Elsbeth Kamer-Hüsser

Auskunfte erteilt: Elsbeth Kamer-Hüsser
 Löberenstrasse 30,
 6300 Zug Tél. : (042) 22.15.20



Belmont - Agîrbiciu

Concrétisation d'un projet de soutien à l'agriculture

Attaché dès juin 1989 à Agîrbiciu (2000 habitants, prov. de Sibiu) et oeuvrant dès janvier 1990 pour des institutions, notre groupe, satisfait des progrès accomplis, souhaitait élargir son action.

Mise en oeuvre du projet, avril 1992

En avril 1992, nos délégués proposent une séance de travail regroupant les personnalités les plus engagées du village. Notre but est de rassembler et d'écouter. Très vite, l'unanimité se fait sur l'urgence d'un soutien à l'agriculture, au vu des 90 ha de terres arables déjà répartis (restent 270 ha à récupérer...). Le projet est défini : achat par Belmont de matériel agricole selon ses possibilités financières et aide à la création d'une association d'agriculteurs.

Un groupe de travail est créé, avec élection d'un président et d'une secrétaire responsable de la communication. Ce groupe a pour mandat d'évaluer les modalités d'achat sur place, et de réfléchir aux structures à venir. La séance est dûment protocolée par Belmont avec copie à Agîrbiciu. Message reçu : dès lors, l'idée du PV est admise !

Mise en place du projet, avril-septembre 1992

Notre groupe élabore un document détaillé à l'intention d'Agîrbiciu, sous forme de **questions** et de **suggestions** (auto-financement, fonds de roulement et de réserve, engagement et salaire d'un seul tractoriste-mécanicien responsable des machines, règlement d'utilisation du tracteur, indépendance vis-à-vis des autorités politiques, etc.). Et durant plusieurs mois, nous pratiquons les acrobaties du courrier et du téléphone que chacun connaît...

Réalisation du projet, octobre 1992

a) Fondation de l'association

Arrivées au village en octobre 1992, avec encore beaucoup d'incertitudes mais autant de confiance, nos déléguées apprennent que l'association a été fondée et un comité élu. Remarquable...

Cependant, l'indispensable légalisation par acte notarié prendra encore six mois d'énergie et de patience (élaboration de statuts juridiques, dossier des actes en 9 exemplaires, courses d'une instance à l'autre) mais elle donne droit notamment à l'ouverture d'un compte bancaire (en lei) et à des bons d'achat pour le carburant (en priorité et à prix de faveur).

La comptabilité est épluchée chaque trimestre par le Judet (nouveau système officiel de comptabilité mis en place en 1992), notre groupe ayant aussi droit de contrôle. Quant au financement de l'association, les statuts prévoient entre autres une cotisation d'entrée au prorata du nombre d'ha en possession de chaque membre, la location du tracteur suivant le même principe. Expérience faite, cette décision est satisfaisante.

Veiller à la souplesse des statuts (par ex. utilisation de certaines machines à des fins commerciales, transports divers, etc.).

b) Achat de matériel

Les achats ont donc été effectués sur place, dans les usines de Brasov, Sibiu et Mîrsa (à proximité d'Avrig). A noter l'obligation de fournir son passeport pour franchir les enceintes des usines. Nous avons remis à l'association un tracteur à cabine, 60CV, 2 roues motrices; une herse à disques; une charrue à 3 socs; une remorque à pont basculant et freins à pression d'air; deux semoirs (blé et maïs): matériel solide et d'excellente qualité pour une somme globale de 3,5 Mio de lei ou 10'000 FCH (taux de change : 1\$ = 430 lei). A titre comparatif, le seul tracteur aurait coûté en Suisse environ 40'000 FCH, sans déplacement !

Le tout a été acheté et amené au village en l'espace de 48 heures très exactement; une gageure ? Oui, sans doute. Il a fallu se battre et faire preuve d'imagination. Mais quelle expérience commune, et quels liens scellés...

A signaler que nous avons signé un protocole de remise du matériel; que les achats (excepté le tracteur) ont été financés en lei; que les assurances sont contractées après l'achat (documents fournis par l'usine) et que le tractoriste doit être titulaire d'un permis ad hoc, assez onéreux.

Et pour l'avenir ?

Si, dans un premier temps, il a fallu surmonter pas mal d'incrédulité et de méfiance de la part de la population (un tel matériel offert sans contrepartie ?), la joie l'a emporté et à l'heure actuelle «l'Association agricole N°1 Agrîbiciu-Belmont» fonctionne globalement avec succès.

Il est cependant évident que ce début de mécanisation génère d'autres besoins : engrais, herbicides, donc dans l'idéal une sulfateuse et une moissonneuse pour le blé semé à vaste échelle. Mais aussi un atelier de réparations - c'est une priorité à très court terme - et un abri convenable pour les machines. Grâce à la légalisation de l'association, les agriculteurs ont pu récupérer un bâtiment qui sert de local administratif et de grenier à grains : c'est un détail à connaître.

L'augmentation du prix du carburant angoisse nos partenaires. Quant à nous, nous nous sentons responsables d'un soutien financier pour un certain temps encore...

Outre le suivi aux institutions (orphelinat, dispensaire, école), nous étudions un projet d'adduction d'eau pour la moitié du village, nous caressons l'idée d'un moulin, et nous sommes en train de mettre sur pied une ludothèque pour les enfants d'Agîrbiciu.

Vaste programme pour notre association qui vit grâce à des dons privés. Mais le courage d'Agîrbiciu nous permettra de soulever des montagnes, encore et encore.

Pour d'éventuels renseignements complémentaires, s'adresser à :

Tatiana Honegger
1092 Belmont
TEL. 021/728 93 31 / FAX 021/652 12 90

ASSOCIATION BERNEX-BOITA

En date du 11 avril 1989, le Conseil municipal du village de Bernex accepte de participer à l'action «Villages roumains».

Le 23 juin 1989, le village de Boita (Sibiu) nous a été attribué. Plusieurs séries de cartes postales avec une vue aérienne de Bernex sont imprimées avec, au verso, un texte en roumain décrivant notre indignation pour le sort réservé au village dans le cadre de la systématisation engagée par Ceaucescu. Plusieurs centaines de cartes ont été distribuées aux habitants de Bernex qui les ont envoyées à Ceaucescu, aux autorités de Talmaciu (dont dépend Boita) et à l'ambassadeur de Roumanie à Berne.

En décembre 1989, quand eut lieu la révolution (ou coup d'état c'est selon), nos espoirs de pouvoir entrer en contact avec notre village nous pressaient.

Après plusieurs tentatives, j'ai enfin pu entrer en contact téléphonique avec un responsable du Front du Salut National à Sibiu qui a pu m'indiquer qu'il y avait un home de 100 enfants (uniquement des garçons) à Boita. Cette personne était heureuse de savoir que, quelque part en Europe, des personnes se souciaient de leurs problèmes. Il a pu par la suite me transmettre les besoins urgents du home (matelas, machines à laver et sécher le linge, jeux pour les enfants etc.). Aussitôt une campagne pour récolter des fonds, ainsi que des vêtements, des denrées alimentaires, des produits de toilette et des médicaments a été organisée. Au total c'est pour une somme de Fr. 32.000.- que notre premier convoi est parti pour la Roumanie.

Le 25 mars 1990, nous arrivions à Boita. Quel choc! comment se pouvait-il, qu'à 2h 30 d'avion de chez nous, il y ait autant de misère. Je garderai encore longtemps en moi cette image de ces habitants manquant de tout, souffrant de tout, mais d'une gentillesse et d'un accueil encore jamais rencontré, ce qui me fait dire aujourd'hui que beaucoup de choses doivent évoluer en Roumanie certes, mais que les gens gardent leur simplicité et

leur sympathie qui trop souvent chez nous ont disparu.

Lors de ce voyage, il a été décidé par le maire de Bernex de faire venir 20 enfants en Suisse pendant deux semaines au mois d'août dans des familles. C'est sans problème que nous avons trouvé le nombre de familles nécessaires. Donc, du 13 au 26 août 1990, 20 enfants sont arrivés après 30 heures de train dans les familles bernésiennes. Cette expérience fut un succès total, aujourd'hui encore les familles correspondent avec les enfants. Promesse a été faite de reconduire l'accueil pour les années suivantes.

La commune désirant se décharger de ses tâches envers la Roumanie, proposition était faite de créer une association communale s'occupant dorénavant de ce village. En date du 22 novembre 1990 l'association était créée avec un comité, dont j'assume la présidence, les membres de l'association (environ 60 cotisants), plus une subvention communale de Fr. 20.000.- par an.

Grâce à tant de bonnes volontés, plusieurs voyages ont été effectués. Ce sont les médicaments qui sont le plus demandés, un moulin à grains ainsi que l'installation de l'eau courante dans les maisons, sont les projets actuels. 60 enfants sont venus et d'autres attendent encore de pouvoir partager une partie de leurs vacances chez nous.

La présidente :
Nelly Zimmermann

Le Bulletin de liaison publie régulièrement, dans la mesure de la place disponible, des comptes-rendus d'activité. Faites donc partager vos expériences aux autres membres de l'OVR.

PRESENTATION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'ECONOMIE SUISSE-ROUMANIE.

Fondée en 1991, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Economie Suisse-Roumanie réunit une centaine de membres, principalement les sociétés suisses (industrie, négoce, banques) et personnes physiques maintenant des liens commerciaux avec la Roumanie. La présidence est formée de :

Président	M. Werner H. Grauwiler, LONZA AG, Bâle,
Vice-présidents	M. Alfred K. Wunsch, ABB MANAGEMENT AG, Baden, M. Philippe EHRLER, PHE MERCUREY SA, Genève, Mr Bruno Widmer, CREDIT SUISSE, Zurich.
Trésorier	Office Suisse d'Expansion Commerciale (OSEC), Zurich
Secrétariat	(Madame Jitka Valenta).
Comité Directeur :	ABB MANAGEMENT LTD, Baden, ANDRE & CIE SA, Lausanne, CDO LASER AG, Zurich, CIVATI TRADING, Genève, COPECHIM AG, Zug, CREDIT SUISSE, Zurich, DEESSE CONSTAN AG, Oetwil am See, EWIMPEX AG, Eggenwil, F. HOFFMANN LA ROCHE AG, Bâle, SULZER AG, Winterthur, IMS CONSULTANTS, Zurich, LONZA AG, Bâle, MARC RICH & CO AG, Zug, NESTLE SA, Vevey, PANEUTEX GMBH, Lausanne, PHE MERCUREY SA, Genève, RENTIMO SA, Genève.

Le but de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Economie Suisse-Roumanie est de maintenir un lien solide entre les deux pays afin d'échanger des informations, créer et développer des contacts entre sociétés industrielles et commerciales, ainsi qu'avec les autorités.

La Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Economie Suisse-Roumanie fournit ces informations à ses membres et organise des réunions pour échanges de points de vue et rencontres avec des personnalités des deux pays. Elle n'a pas d'activité lucrative.

Un bulletin d'information, «Panorama» est publié à l'intention des membres et plusieurs déjeuners-débats sont organisés en Suisse.

Philippe Ehrler
Vice-Président

NB: La Chambre de Commerce répercute volontiers dans son bulletin les offres ou demandes commerciales émanant de l'OVR. Adressez vos annonces à:

Chambre de Commerce Suisse-Roumanie
c/o Office suisse d'expansion commerciale
Stampfenbachstrasse 85,
CH-8035 Zurich

Tél (01) 365 54 42

Fax (01) 365 52 21

TRAVAUX DE GROUPES

Les personnes intéressées à poursuivre une réflexion et un travail communs dans le cadre de l'un des ateliers de la dernière Conférence nationale peuvent s'inscrire dès maintenant:

* *Enfance et Education:*

Vital DORSAZ - Av. de Gennecy 11 -
1237 AVULLY - 022.756 22 32

* *Tourisme:*

ASCCRE - Florimont 1 - 1006 LAUSANNE -
021.315 22 28

* *Agriculture et stages*

M. Thérèse PIZZERA - Cité Ouest D -
1196 GLAND - 022.364 82 52

PETITES ANNONCES

Le Groupe Corcelles-Vrincoiaia

M. L. Berger, Tél. 024.41.18.17

cherche contacts, informations, échanges d'idées avec associations ayant déjà parrainé l'installation d'un dispensaire rural.

La Galerie Rytz à Nyon, 21 rue de Rive



expose les oeuvres du peintre roumain Marcel Chitac et celles de l'artiste suisse Geneviève Pasche (dessins et gouaches), du 5 décembre au 4 janvier. Ouverture mercredi à vendredi de 14 h à 19 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Les organisateurs étudieront toute proposition pour transporter l'exposition dans des communes de l'OVR. Renseignements auprès de :

Mme Pache, 13, Comte-Gérard,
1213 Onex (GE),

Tél. 022/793 30 53, prof. 022/382 83 75

VOS REMARQUES - VOS QUESTIONS

Dans cette rubrique nous publierons vos remarques d'intérêt général en y ajoutant si nécessaire commentaires, informations, conseils...

Nous comptons donc sur votre participation !

Mme L. Wysling - Prilly - Bradut 021 - 624.01.36

nous demande d'attirer votre attention sur le problème des dates de péremption des marchandises transportées et contrôlées de manière stricte à la douane roumaine (médicaments et vivres). Bien que munie des papiers OVR, son équipe a dû s'acquitter de la taxe sur les carburants à la sortie du pays. Cette taxe est calculée selon la capacité du réservoir, dans le but annoncé de lutter contre le trafic de carburants ! Elle n'est en principe pas applicable aux convois humanitaires munis d'un protocole de visite signé par vos partenaires roumains.

M. R.V. Rosianu - Transporteur, Lausanne 021-616.42.30

effectue, chaque fin de mois, un transport sous régime TIR, à destination de la Roumanie. Si vous désirez bénéficier de ses services, veuillez lui fournir .

- un inventaire détaillé du contenu
- une facture Pro-Forma
- un certificat d'acceptation signé par votre commune roumaine ou un responsable d'association avec statut juridique roumain ou par le responsable d'une institution .

Il nous signale que pour le transport de vêtements, la douane roumaine demande une attestation (entreprise de nettoyage de vêtements par exemple) comme quoi ces habits ont été lavés.

M. D. Penculescu - 022 786.73.35 organise de même des transports chaque début de mois.

En conclusion:

** Il faut savoir que l'on s'expose à des difficultés en convoyant des médicaments dont la date de péremption est dépassée ou toute proche de l'être.*

** Il est préférable de limiter les envois de vivres et de vêtements aux cas où ils correspondent aux besoins bien réels d'une institution.*

Ne manquer pas de consulter les annonces qui paraissent dans le bulletin télétexte de l'Opération Villages Roumains (canal TSR, page 741)

M. A. Oneyser - Les Amis de Ciolpiani-Morges
Tél. 021 - 864. 58. 16

Aimerait connaître la procédure à suivre pour pouvoir bénéficier des tarifs indigènes dans les hôtels en Roumanie. Il faut en effet reconnaître que les tarifs appliqués aux étrangers dans certains hôtels sont dissuasifs, compte tenu de la qualité des prestations.

Voici la procédure à suivre:

* Adressez une lettre à
R I.C.H. - Ministerul Sanatatii -
Str. Ministerului 1-3
70109 - Bucuresti - Sector 1
Tél et fax: 00401 - 613 . 75 . 44 ou 312 . 14 . 33

Avec:

- Noms des personnes concernées
- Numéro de passeport(s)
- Citoyenneté
- Organisation
- Période et dates (Max. 3 mois pour équipes et 6 mois pour les coordinateurs de programmes)
- Photo(s) passeport avec le nom de la personne clairement inscrit au dos
- si possible immatriculation et type de véhicule
- signature et timbre de la Direction Sanitaire locale ou du maire de votre commune roumaine ou du directeur de l'institution.

Pour ceux qui trouvent que les démarches administratives sont déjà suffisamment lourdes et compliquées sans devoir en rajouter, voici quelques suggestions:

* Procurez-vous le guide du routard «Pays de l'Est» - Edition 93-94 . Vous y trouverez quelques bons tuyaux !

* Aux hôtels de première et seconde catégorie, souvent chers et médiocres, préférez motels et auberges (han ou hanul), moins chers et plus agréables ainsi que les petits chalets (cabane turistique). *Attention cependant*, certains chalets ferment en hiver. Ce type de logement est très répandu dans les zones touristiques .

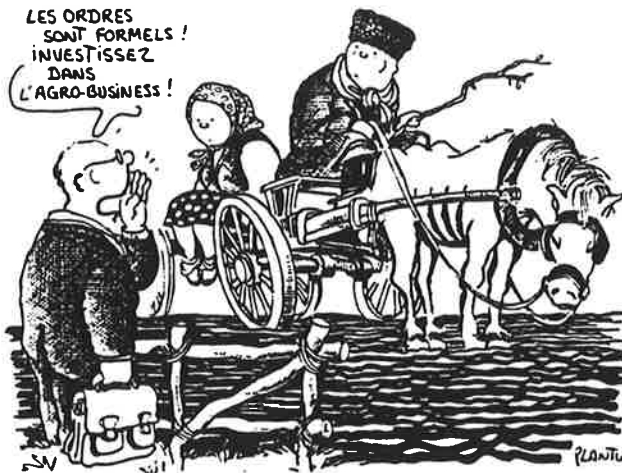


BONNES ADRESSES

- Toutes les suggestions sur l'Autriche, la Hongrie et la Roumanie seront utiles et transmises dans un prochain bulletin.

VOS COMMENTAIRES SUR LE BULLETIN DE L'OVR

- *plus d'articles de fond spécialisés (sur l'économie, l'évolution législative, l'agriculture, etc.)*
- *plus de comptes-rendus d'intérêt général, fait par des communes au sujet de leur action,*
- *plus de données pratiques (douanes, logement, informations techniques, etc.)*



**PROCEDURE A SUIVRE POUR FAIRE DON
D'UN VEHICULE EN ROUMANIE**

- *Allez faire authentifier votre acte de donation au
Notariat d'Etat du judet de votre village roumain.**

Informations confirmées par M. le Consul Roman.

*Joyeuses fêtes et bonne année 1994
à tous les membres et amis de l'OVR*



1994 sera l'occasion de célébrer le 5e anniversaire de l'Opération Villages roumains.
Nous vous prions d'ores et déjà de réserver votre journée du

4 juin 1994

Opération Villages Roumains - Coordination suisse	
<i>Structure de la coordination</i>	
La Coordination est constituée de deux organisations : l'Union contre l'Intolérance (UCI) et l'Association suisse pour le Conseil des communes et régions d'Europe (ASCCRE).	
<i>Conseil de coordination</i>	
Rose-Marie Koch, Marie-Thérèse Pizzera, Paul-René Martin, Jean Meylan, Darius Rochebin	
<i>Bureau central</i>	
Marie-Thérèse Pizzera :	Tél/fax/répondeur (022) 364 82 52
Darius Rochebin :	Tél/fax/répondeur (022) 340 31 44
<i>Adresse postale</i>	
Coordination suisse de l'OVR, Cité-Ouest D, 1196 Gland.	